

Max Ooft

Les peuples autochtones du Suriname comptent environ 20.344 personnes, soit 3,8% de la population totale de 541.6381 (recensement 2012). Les quatre peuples autochtones les plus nombreux sont les *Kaliña* (Caraïbes), les *Lokono* (Arawak), les *Trio* (Tirio, Tareno) et les *Wayana*. En outre, il existe de petites colonies d'autres peuples autochtones d'Amazonie dans le sud du Suriname, notamment les *Akoerio*, *Warao*, *Apalai*, *Wai-Wai*, *Okomoyana*, *Mawayana*, *Katuena*, *Tunayana*, *Pireuyana*, *Sikiyana*, *Alamayana*, *Maraso*, *Awayakule*, *Sirewu*, *Upuruy*, *Sarayana*, *Kasjoeyana*, *Murumuruyo*, *Kukuyana*, *Piyanakoto* et *Sakëta*.

Les *Kaliña* et les *Lokono* vivent principalement dans la partie nord du pays et sont parfois appelés peuples autochtones « des plaines », tandis que les *Trio*, *Wayana* et autres peuples amazoniens vivent dans le sud et sont appelés peuples « des hautes terres ».

Le système législatif du Suriname, basé sur la législation coloniale, ne reconnaît pas les peuples autochtones ou tribaux, et le Suriname n'a pas de législation régissant les droits fonciers ou autres des peuples autochtones et tribaux. Cela constitue une menace majeure pour la survie et le bien-être des peuples autochtones et tribaux, en particulier compte tenu de l'accent mis sur les nombreuses ressources naturelles du Suriname (y compris le pétrole, la bauxite, l'or, l'eau, les forêts et la biodiversité).

Le Suriname est l'un des rares pays d'Amérique du Sud à ne pas avoir ratifié la Convention 169 de l'OIT.

Il a voté en faveur de l'adoption de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones en 2007.

Évènements en 2020

Comme dans de nombreux autres pays du monde, la pandémie de COVID-19 a douloureusement exposé la position disproportionnellement vulnérable et marginale ou même discriminatoire que sont les peuples autochtones

Après la confirmation des premiers cas de COV-ID-19 au Suriname à la mi-mars 2020, et surtout après la première grande vague de mai/juin, de nombreux villages autochtones se sont isolés et ont bloqué l'entrée. routes² et même des pistes d'atterrissage locales.³ Cependant, après les élections générales, qui se sont tenues le 25 mai 2020, le nombre de cas a augmenté dans tout le pays. Les villages des zones frontalières ont été particulièrement touchés car il y avait beaucoup de mouvements à travers les frontières en provenance des pays voisins fortement touchés du Brésil et de la Guyane française avec des personnes venant voter. Il y avait alors une forte stigmatisation des villages autochtones et marrons, qui ont été indiqués comme une « source du virus » menaçant le reste du pays. Dans un cas, un chef de village a même été brièvement détenu par la police pour « avoir hébergé une personne potentiellement infectée originaire de Guyane française ».⁴

Les mesures nationales contre la propagation du virus ont également eu un fort impact sur les villages, dont beaucoup ont été temporairement privés de nourriture et d'autres produits de base en raison du manque de moyens de transport. Le tourisme a été durement touché et les produits agricoles et autres produits courants des villages ne pouvaient plus être commercialisés.

La fourniture d'informations appropriées et compréhensibles a été un autre problème majeur pour les villages autochtones et marrons, dont beaucoup ne reçoivent pas les médias de communication traditionnels tels que la télévision et la radio. La structure nationale traditionnelle de l'autorité autochtone, VIDS (*Vereniging van Inheemse Dorpschoufden au Suriname* / Association of Indigenous Village Leaders in Suriname), s'est efforcée de fournir des informations dans les langues autochtones et le Sranantongo⁵ ainsi que des supports visuels⁶, et a en outre créé un groupe WhatsApp national pour une communication plus rapide.

Le plus préoccupant a été le fait que le nombre de personnes autochtones décédées à cause de COVID-19 était disproportionné, représentant environ 15% des décès, bien que la population autochtone soit estimée à seulement 4% de la population nationale. Les autorités nationales n'avaient pas connaissance de ces statistiques mais elles ont été signalées par le VIDS. Les autorités n'ont donné aucune explication bien qu'elles aient déclaré qu'elles enquêteraient plus avant. La participation à l'élaboration des politiques autour des mesures COVID-19 était (et reste) minime malgré l'envoi par le VIDS de diverses lettres et demandes d'implication plus étroite aux autorités nationales, des Nations Unies et de l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS). VIDS a soumis des informations sur l'impact du COVID-19 sur les peuples autochtones du Suriname au Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones⁷ et a également publié un rapport sur la participation des autorités traditionnelles autochtones à l'élaboration des politiques pendant l'épidémie de COVID-19 au Suriname.⁸

Développements législatifs

Après un long processus (plus d'un an) avec de nombreuses discussions et consultations, un projet de loi sur les droits collectifs des peuples autochtones et tribaux au Suriname a été élaboré par une « équipe de gestion » installée par le gouvernement et ses commissions techniques. Le projet de loi a été déposé à l'Assemblée nationale (Parlement) par un groupe de parlementaires mais n'a jamais réellement été discuté en raison des élections législatives nationales tenues en mai 2020. Les élections ont porté les anciens partis d'opposition au pouvoir, marquant un changement radical dans l'orientation politique. paysage.

En novembre 2020, le nouveau gouvernement du président Chandrikapersad Santokhi a mis en place une nouvelle commission présidentielle chargée de conseiller le gouvernement sur les droits – toujours non reconnus – des peuples autochtones et tribaux au Suriname. Contrairement à la commission précédente, qui était composée de représentants du gouvernement et des autorités traditionnelles, cette nouvelle commission ne comprend que des experts proposés par le gouvernement. On s'attend cependant à ce que le projet existant serve de base à des discussions ultérieures. Le président et le nouveau vice-président, Ronnie Brunswijk, qui appartient au peuple marron de la tribu N'Dyuka, ont déclaré qu'ils souhaitaient « que la question des droits fonciers soit réglée d'ici un an ».

L'arrêt Kaliña & Lokono de 2015 de la Cour interaméricaine des droits de l'homme⁹, entré en vigueur le 28 janvier 2016, n'a toujours pas été mis en œuvre. Dans cet arrêt, la Cour a notamment ordonné au Suriname de reconnaître légalement la propriété collective des peuples Kaliña et Lokono en ce qui concerne leurs terres et ressources

traditionnelles, et leur personnalité juridique devant la loi au Suriname. En outre, le jugement affirme également les droits des Kaliña et des Lokono sur les aires protégées qui ont été établies sur leurs territoires et ordonne un processus de restitution ou de compensation pour ces terres. La Cour a également statué de la même manière sur les titres de tiers sur les terres autochtones qui ont été délivrés sans leur consentement. L'État du Suriname est en outre tenu de réhabiliter la zone touchée par l'exploitation de la bauxite dans la réserve naturelle de Wane Kreek. En raison de la nature répétée des violations par le Suriname des droits des peuples indigènes et tribaux (voir aussi le Saramaka¹⁰ et les parties pertinentes des affaires Moiwana¹¹), la Cour a ordonné des mesures similaires pour tous les peuples indigènes et tribaux du Suriname dans cet arrêt.

Malgré ce jugement, l'État a continué à délivrer des titres d'exploitation des terres et/ou des ressources au sein des territoires des peuples autochtones et tribaux, entraînant des conflits avec les villages touchés,¹² qui ne prennent le plus souvent connaissance de ces concessions et titres fonciers qu'une fois le « propriétaires » commencent à entreprendre des activités telles que le déboisement. Des noms bien connus sont souvent donnés comme détenteurs de ces titres.

Un développement notable en 2020, également peu avant les élections générales de mai 2020, a été l'approbation rapide de la loi-cadre sur l'environnement, qui était en préparation depuis plus de 18 ans et même déposée pour discussion à l'Assemblée nationale mais toujours remise en veilleuse jusqu'en mars 2020. La loi instaure en grande partie la création d'une Autorité nationale de l'environnement chargée, entre autres, de concevoir et de mettre en œuvre les politiques nationales de l'environnement. S'agissant d'une loi-cadre, elle nécessitera de nombreuses législations supplémentaires pour entrer en vigueur. Le nouveau gouvernement a mis en place un comité pour réviser la loi « pour des raisons techniques ».¹³ Il a été préparé sans la participation significative des peuples autochtones et tribaux et ne reconnaît pas leurs droits collectifs, bien que le CLIP soit mentionné superficiellement dans les définitions des termes.

Autres développements

Les élections générales nationales tenues le 25 mai 2020 ont marqué un virage à 180 degrés dans le paysage politique du Suriname, le parti NPD au pouvoir du président de l'époque Desiré Bouterse n'ayant remporté que 16 des 51 sièges du Parlement, contre 26. L'ancien les partis d'opposition VHP, ABOP, NPS et PL ont obtenu une majorité écrasante de 33 sièges au total (VHP ayant la plus grande part, 20 sièges, suivi de l'ABOP avec huit) et ont rapidement formé un nouveau gouvernement de coalition quadripartite, dirigé par le président Chandrikapersad Santokhi du VHP et le vice-président Ronnie Brunswijk de l'ABOP. Le nouveau gouvernement a exprimé sa volonté de « liens forts » avec l'intérieur, bien que l'engagement structurel ne se soit pas encore matérialisé. Cependant, les partis politiques qui composent le gouvernement actuel ont déjà été au pouvoir et n'ont jamais accordé une grande priorité aux droits et aux moyens de subsistance des peuples autochtones et tribaux.

L'économie du Suriname, déjà faible après des années de prix bas des ressources naturelles, de faible production intérieure et de dettes extérieures élevées, a encore sombré en 2020 après la crise du COVID-19. Les principaux instituts de notation de crédit ont classé le pays comme « en défaut » en juillet 2020,¹⁴ bien que ce chiffre ait été

légèrement relevé quelques mois plus tard après des discussions sur la restructuration de la dette par le nouveau gouvernement et les attentes d'une assistance renouvelée du Fonds monétaire international (FMI). Le plan de crise et de relance récemment publié par le nouveau gouvernement devrait être mis en œuvre en 2021 avec l'aide du FMI. Ce plan ne prête pas beaucoup d'attention à l'intérieur autre que dans les déclarations générales sur les groupes à faible revenu, même s'il s'agit d'un historique étant donné que les peuples autochtones et tribaux du Suriname sont les plus durement touchés par les mesures d'austérité et de restructuration économique. Les industries extractives et les infrastructures, avec les investissements étrangers qui les accompagnent, sont très prioritaires sur l'agenda du nouveau gouvernement. Les récentes découvertes de pétrole brut au large des côtes du Suriname donnent de grands espoirs au pays, même s'il affirme également qu'il continuera d'être « le pays le plus vert » du monde avec son couvert forestier record de 93 %.

Notes and references

1. The population is highly ethnically and religiously diverse, consisting of Hindustani (27.4%), Maroons ("Bush negroes", 21.7%), Creoles (16%), Javanese (14%), mixed (13%), Indigenous Peoples ("Amerindians", 3.8%) and Chinese (1.5%) (*census 2012*). At least 15 different languages are spoken on a daily basis in Suriname but the only official language is Dutch, while the *lingua franca* used in less formal conversations is *Sranan Tongo* (Surinamese).
2. See, for example: VIDS. 2020. "Stop." Facebook, 17 April 2020. <https://www.facebook.com/VIDSSuriname/photos/pb.525313404329029.-2207520000../1280872708773091/?type=3&theater>; Waterkant. "Inheemse dorpen gezamenlijk in strijd tegen Covid-19." 8 June 2020. <https://www.waterkant.net/suriname/2020/06/08/inheemse-dorpen-gezamenlijk-in-strijd-tegen-covid-19/>; Suriname Nieuws. "Inheemse dorpen treffen COVID-19- maatregelen." 3 June 2020. <https://www.srnieuws.com/suriname/290424/inheemse-dorpen-treffen-covid-19-maatregelen/>; SNC. "Inheemse dorpen Para gaan wegbarricade niet verwijderen." 20 June 2020. <https://surinamenieuwscentrale.com/content/inheemse-dorpen-para-gaan-wegbarricade-niet-verwijderen/>; VIDS. "Maatregelen van inheemse dorpen tegen COVID-19." 26 March 2020. <https://vids.sr/maatregelen-van-inheemse-dorpen-tegen-covid-19/>
3. Waterkant. "Inheemsen barricaderen vliegveld na landing vliegtuig uit Paramaribo." 30 March 2020. <https://www.waterkant.net/suriname/2020/03/30/inheemsen-barricaderen-vliegveld-na-landing-vliegtuig-uit-paramaribo/>
4. Politie Suriname. "Kapitein Erowarte afgezonderd in O'ter cel vanwege besmettingsgevaar." 17 April 2020. <https://www.politie.sr/kapitein-erowarte-afgezonderd-in-oter-cel-vanwege-besmettingsgevaar/>
5. VIDS. 2020. "Covid Prakseri Suriname onder Lockdown." Facebook, 7 June 2020. <https://www.facebook.com/VIDSSuriname/photos/pb.525313404329029.-2207520000../1319969171530111/?type=3&theater>
6. Star Nieuws. "VIDS helpt mee met strijd tegen Covid-19." 23 January 2021. <https://www.starnieuws.com/index.php/welcome/index/nieuwsitem/62667>
7. VIDS. "Impact of COVID-19 on Indigenous Peoples in Suriname." 19 June 2020. <https://www.ohchr.org/Documents/Issues/IPeoples/SR/COVID-19/IndigenousCSOs/SURINAME%20%20-%20VIDS%20submission.docx>
8. VIDS: Vereniging van Inheemse Dorpshoofden in Suriname. 2021. www.vids.sr
9. Inter-American Court of Human Rights. "Case of the Kaliña and Lokono Peoples v. Suriname." 25 November 2015. http://www.corteidh.or.cr/docs/casos/articulos/seriec_309_ing.pdf
10. Inter-American Court of Human Rights. "Case of the Saramaka People v. Suriname." 28 November 2007. http://www.corteidh.or.cr/docs/casos/articulos/seriec_172_ing.pdf
11. Inter-American Court of Human Rights. "Case of the Moiwana Community v. Suriname." 15 June 2005. <http://www.corteidh.or.cr/docs/casos/articulos/>

seriec_124_ing.pdf

12. Shoeket. "Vids strijdt tegen 'massale' gronduitgifte." 18 October 2018. <https://www.shoeket.com/nieuwsbericht/9731/>
13. Star Nieuws. "VIDS helpt mee met strijd tegen Covid-19." 23 January 2021. <https://www.starnieuws.com/index.php/welcome/index/nieuwsitem/62667>
14. Baria, Steven. "S&P, Fitch downgrade Suriname, reflecting default event." S&P Global Market Intelligence, 13 July 2020. <https://www.spglobal.com/marketintelligence/en/news-insights/latest-news-headlines/s-p-fitch-downgrade-suriname-reflecting-default-event-59414975>

Max Ooft est responsable des politiques au Bureau de l'Association des chefs de villages autochtones du Suriname (*Vereniging van Inheemse Dorpshoofden au Suriname*, VIDS). Il détient un doctorat (Dr) en sciences médicales et une maîtrise en administration des affaires (MBA) ainsi qu'un baccalauréat en droit (LL.B.).

Source : IWGIA *The Indigenous World* 2021

Traduction en français par Simone Dreyfus-Gamelon, Présidente du GITPA